la cause du peuple

nouvelle édition

N°11 décembre 2011

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire



l'éditorial

A BAS L'ETAT CAPITALISTE !

Les Etats capitalistes sont les gérants du capital financier, fusion du capital bancaire et du capital industriel. Ils sont chargés de renflouer les banques qui ont plusieurs fonctions inséparables, notamment : ouvrir des comptes aux particuliers dont elles facturent les prix de gestion aux clients tout en faisant passer cet argent dans le circuit du capital financier et en prêtant de l'argent en partie sur ces comptes ; effectuer les opérations de banques, actions, opérations d'assurances diverses, obligations d'Etat (argent qu'elles prêtent à l'Etat, lequel leur reverse une partie du capital) chaque année ; et empocher la charge de la dette (les intérêts).

Outre d'être le gérant du capital financier, son émanation pour être plus précis, l'Etat dispose de pouvoirs régaliens et autre mécanismes pour le défendre : de la police et de l'armée ; de la justice chargée avec l'aide la police et de l'armée de faire respecter l'ordre capitaliste ; des règlements des administrations chargées de récolter les impôts, etc. ; du contrôle et de l'orientation scolaire et universitaire ; des médias ; d'un parlement élu dans le cadre du système qui vote les lois dans le cadre de la défense de la propriété des moyens de production et d'échanges qui sont entre les mains du capital financier qui domine toute l'économie ; d'un gouvernement de droite ou de gauche ou de diverses combinaisons qui est chargé d'appliquer la politique du capital financier.

L'Etat fixe les règles des associations et des syndicats dans le cadre du même système d'exploitation et les considèrent comme des partenaires sociaux. Pour cela ils les subventionnent, ainsi que les partis politiques. Ils deviennent ainsi dépendants du système.

L'armée sert aussi la politique impérialiste de la France chargée d'intervenir à l'extérieur pour défendre les intérêts du capital financier avec les impôts prélevés sur le travail.

L'Etat ne veut pas s'attaquer au capital financier, lui imposer un impôt, taxer les profits financiers. Pas plus qu'il ne veut imposer les très hauts salaires dont les bénéficiaires sont une minorité salariée qui reçoit une partie de la plus-value constituée par la partie du travail non payé extorquée au prolétaire et à tous ceux qui concourent à la production.

L'Etat a adopté un plan de rigueur contre le peuple en diminuant les acquis sociaux : baisse du montant de la retraite, élévation du taux de TVA, réductions des subventions, un jour de carence en plus pour la maladie, la chasse aux fraudeurs de la Sécurité Sociale, etc.

L'Etat ne veut pas résoudre le problème du logement en réquisitionnant de façon massive les logements vides (+ de 2, 1 millions en France, 50.000 en Seine St. Denis). A la Courneuve, la Plaine Commune regroupant 8 municipalités de gauche et de droite a demandé l'évacuation par la police des occupants de la place de la Fraternité à la Courneuve. Elle a perdu devant le tribunal. Qu'à cela ne tienne, la municipalité de «gauche» de la Courneuve a demandé l'expulsion. La justice de classe a donné son accord et plus de 200 gardes, policiers, représentants de la préfecture et de la mairie de gauche, de la voirie de la Plaine Commune ont évacué les occupants, séparant femmes et enfants de leurs pères et mari. Triste souvenir ! (voir notre blog pour les photos et vidéo) Les femmes et les enfants sans leur maris ont été relogés en hôtel, les autres sont restés sur le carreau quelques jours. Ils ont alors appliqué la loi de réquisition à la place du maire et du préfet et occupé un logement vide.

Le système ne veut pas céder un seul euro, les capitalistes placent une partie importante de la plus-value dans des actions en Bourse. Le reste, ils le consomment dans le super luxe. Ils investissent dans les secteurs rentables (ceux qui rapportent le plus). Ils délocalisent pour réduire au minimum le capital variable (salaires, charges sociales, impôts) mais aussi le capital fixe (bâtiments et terrain, mines etc.) qui sont eux aussi moins cher voire offerts dans le cadre de «Zones Economiques Spéciales» comme en Inde. Les profits augmentent l'escarcelle des actionnaires, alors que les producteurs réels (les travailleurs) sont jetés hors de leurs usines, de leurs logements faute de pouvoir payer les traites ou les loyers. Ils sont obligés de réduire leur consommation, y compris de médicaments sous prétexte que la Sécu est en déficit, alors que les exonérations de charges sont la source du trou de la Sécu.

Cette mécanique du capital se retrouve dans tous les pays, avec des conséquences plus ou moins graves pour les travailleurs, la paysannerie pauvre, l'environnement.

Partout où ont eu lieu des tentatives de changer le système sans briser l'appareil d'Etat bourgeois, ou de réaliser des réformes importantes, réduisant de façon conséquente la part du profit capitaliste, il y a eu un coup d'Etat comme au Chili (avec des milliers de morts), en Indonésie (avec le massacre de 500 000 communistes), ou bien ont été installés les dictatures des «chiens de garde» des puissances impérialistes dans les pays opprimés. Dans les pays impérialistes les combinaisons électorales maintiennent le système en place, tout en construisant pas à pas une nouvelle forme moderne de fascisme.

Le capital financier et tous ceux qui en profitent de droite comme de gauche, ou même les fascistes, ne céderont jamais le pouvoir de leur plein gré. Ils ne permettront jamais à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir d'Etat et de le mettre au service des classes laborieuses. Pour que le pouvoir d'Etat change de mains et passe dans celles des prolétaires, des travailleurs, il est nécessaire que la classe ouvrière détienne toutes les prérogatives de l'Etat, qu'elle dispose des pouvoirs régaliens dont dispose le capital financier, la bourgeoisie. Il lui faut une organisation dont le but est de détruire de fond en combles l'ancien appareil d'Etat et en construire un nouveau.

Cette organisation, ce parti sont insuffisants. Il doit aider au regroupement de tous ceux qui veulent en finir avec ce système, un Front Révolutionnaire Anticapitaliste/ Antifasciste et Populaire et bien sûr une force capable d'assurer la victoire face à l'appareil répressif de l'Etat. Pour cela : **il nous faut compter sur nos propres forces pour construire un véritable Front révolutionnaire hors des organisations réformistes qui ne veulent pas détruire ce système moribond ! Pour la Cause du Peuple, en avant !** ★

Pour y voir plus clair sur la crise

La crise économique annonce la fin d'une période d'expansion. La production diminue, le chômage augmente, la croissance ralentit, le taux du PIB diminue (plus de deux trimestres = récession).

Les cycles de production ont quatre phases successives :
1. croissance (hausse de la production),
2. affaiblissement brutal de la production,
3. dépression (baisse de la production),
4. reprise.

Sous l'Ancien Régime, c'est une crise des subsistances : pénurie, famine, etc.

Sous le régime capitaliste, les crises industrielles sont des crises de surproduction (excès de l'offre par rapport à la demande solvable) et non d'insuffisance de marchandises par rapport à la demande, comme c'était le cas sous l'Ancien régime.

Les crises industrielles se produisent à la suite de perturbations boursières, puis bancaires. Le secteur commercial et industriel sont touchés, la production affectée, les prix des produits s'effondrent avec les salaires tandis que le chômage s'accroît.

La Crise de 29

Dans les années 1920, les Etats-Unis connaissent une croissance rapide de la production industrielle favorisée par le progrès technique, la rationalisation capitaliste du travail et la spéculation boursière. Mais le 24 octobre 1929 («jeudi noir»), le krach boursier de Wall Street déclenche la crise économique.

La crise économique de 1929 est née de l'insuffisance de la demande par rapport à la quantité de biens produits par les entreprises. Les industriels inquiets de la mévente réduisirent leurs activités et licencièrent des salariés, d'où la surabondance des marchandises. La surproduction industrielle, la spéculation boursière, le recours trop important au crédit, la persistance de la crise de l'agriculture déclenchèrent la crise. Les prix et les bénéfices industriels baissèrent.

Des spéculateurs vendirent leurs actions pour empocher une plus-value. Le cours des actions diminua rapidement, entraînant une panique. Des centaines de milliers de petits actionnaires se trouvèrent ruinés. Les banques, qui avaient multiplié les crédits depuis plusieurs années, ne pouvaient récupérer leurs fonds auprès des personnes endettées. Ceux qui avaient de l'argent en dépôt se mirent à le retirer. Ne disposant pas des sommes nécessaires pour les rembourser, beaucoup de banques firent faillite.

La crise s'étendit au monde entier lorsque les banques américaines réclamèrent le remboursement de leurs prêts à l'étranger et rapatrièrent les capitaux qu'elles avaient investis.

L'Autriche fut la première touchée, avec la faillite de la banque Kreditanstalt. En Allemagne, la faillite de la Danat Bank, en juillet 1931, provoqua l'effondrement du système bancaire.

La baisse des prix des produits manufacturés, qui est inégale selon les pays et les secteurs, est un phénomène général et atteint environ 30 % de 1929 à 1932 ; dans l'agriculture, la baisse atteint 65 % pour les prix de gros.

Des stocks entiers de blé sur pied et de voitures invendues furent détruits. La multiplication des faillites accrut le chômage (30 millions de personnes à la fin de 1932).

Au début de 1933, le nouveau président des USA Franklin D. Roosevelt, dans le cadre du New Deal, accroît les interventions de l'État, lance des programmes d'infrastructures pour lutter contre le chômage et relancer la croissance et entreprend d'assainir l'économie.

En Allemagne, le parti nazi accroît son audience auprès des chômeurs auxquels il promet un retour de la croissance. Parvenu au pouvoir en 1933, Adolf Hitler mène une politique d'industrialisation et de militarisation qui permet le retour à l'équilibre mais entraîne l'Europe dans la guerre. Des régimes autoritaires apparaissent dans les Balkans.

Au final, cette crise aura eu comme effet, entre autres, de mener les partis fascistes et nazis au pouvoir dans certains pays d'Europe et aura été un facteur important dans le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale (notons au passage que la récession est supprimée aux Etats-Unis grâce à son entrée en guerre en 1941).

La Crise actuelle

La crise actuelle traduit le passage à un cercle vicieux : ralentissement des gains de productivité, saturation relative de la demande et stagnation des revenus.

Cette crise est apparue avec la crise des subprimes et des montages financiers douteux, particulièrement dans l'immobilier. C'est une crise de surproduction. La surproduction inhérente au système capitaliste ne peut être surmontée que par son écoulement, ce qui suppose des possibilités d'achat pour les producteurs. Comme il est hors de question pour les capitalistes d'augmenter les salaires et de diminuer le profit, seul le crédit peut permettre cet écoulement. De plus, le chômage réduit ou oblitère toute possibilité de paiement des traites. Comme cela est risqué, le crédit est d'autant plus cher. A un moment donné, la bulle financière éclate. Les Etats injectent de l'argent public, c'est-à-dire nos impôts, pour sauver les banques.

La dette souveraine (d'Etat) augmente ; les prélèvements obligatoires (impôts) augmentent également pour combler le déficit public. Leur solution, c'est de réduire les coûts de l'appareil d'Etat en supprimant des emplois dans la fonction publique, autrement dit en licenciant

sommaire

Analyse
- ★ Sur la crise *(p.3)*
- ★ La souffrance au travail *(p.6)*

Histoire
- ★ 21 octobre 1961 *(p.8)*

Logement
- ★ Retour sur la Courneuve *(p.9)*
- ★ Expulsion du foyer d'Epinay *(p.10)*

International
- ★ Meeting des révoltes arabes *(p.10)*
- ★ Solidarité avec la GP en Inde *(p.11)*

Luttes paysannes / En bref
- ★ La petite paysannerie en lutte *(p.12)*
- ★ Georges Ibrahim Abdallah *(p.12)*
- ★ Occupation à Tours *(p.12)*

les contractuels et en ne renouvelant qu'un poste sur deux. Cela a notamment pour effet d'augmenter le déficit de la Sécurité Sociale, déficit produit par plusieurs facteurs : augmentation du chômage, vieillissement de la population, exonérations de charges sociales accordées aux employeurs soi-disant pour créer des emplois (il s'agit parfois d'un chantage au licenciement sur des bassins d'emplois spécialisés, comme les assurances à Niort par exemple). En outre, l'augmentation du chômage ampute le budget de l'Etat d'une partie des impôts et taxes (directs ou indirects) prélevés sur le revenu de ceux qui n'ont plus de travail. Il ne reste alors à l'Etat que de créer de nouveaux prélèvements obligatoires et d'augmenter les impôts, taxes, etc. déjà existants après avoir supprimé ou diminué les impôts sur les sociétés, la patente, les impôts sur les revenus les plus élevés, l'ISF, etc.

En 2008 et 2009, les investisseurs implorent les Etats de mettre en place des plans de relance. Ces plans ne pouvaient être que financés par l'emprunt, entraînant un déficit public qui grossirait la dette publique. Le rôle des Etats comme «emprunteurs en dernier ressort» était inévitable pour éviter l'implosion des finances mondiales et du système capitaliste.

La crise de la dette grecque a éclaté en décembre 2009. Les «marchés» ont exigé des taux sur emprunts passant de 4, 4 % à plus de 11 % en 2011. Les «marchés» s'appuient sur les agences de notation «indépendantes» pour exiger des taux prohibitifs. Pour ce faire, les agences de notation, véritables «chiens de garde» des spéculateurs des marchés, menacent les Etats d'abaisser leur notation. Les Etats doivent donc réduire le déficit public.

Pour éviter la dislocation, l'aide à la Grèce est indispensable ainsi qu'à la stabilité financière de l'Europe et plus largement de tout le système capitaliste. Sans austérité budgétaire, le Pacte de stabilité et de croissance se polarisant sur les finances publiques n'a pas de sens. Certains économistes réformistes proposent que la monnaie unique soit complétée par un budget fédéral d'au moins 10 % du PIB sous contrôle du parlement européen, accompagné d'une réforme du système financier pour permettre de relâcher la pression des marchés financiers sur les finances publiques, pour un équilibre des balances courantes. Ils préconisent un volet social, pour assurer une convergence de «progrès» et ainsi augmenter la part salariale dans la valeur ajoutée.

La dette publique de la France

La dette publique est constituée d'emprunts variés. Chaque année il faut : 1. rembourser une partie du capital emprunté, c'est-à-dire l'amortissement de la dette (comptabilisée dans les opérations de trésorerie) et 2. rembourser les intérêts, c'est-à-dire les charges de la dette (comptabilisée en dépense courante du budget annuel).

Si la dette publique augmente, la charge d'intérêt augmente et ainsi de suite. Les intérêts de la dette profitent aux rentiers et coûtent aux contribuables.

La part de la dette détenue par les créanciers non-résidents est de 68 % à la fin de 2009 (principalement de la zone euro). Les créanciers résidents sont des institutions financières (assurances et banques), des OPCVM (Organisme de placement collectif de valeurs mobilières) ou des agents non financiers (marginaux).

Première solution :

Réduire les dépenses publiques demandées par le FMI, OCDE, BCE, Commission européenne, gouvernement français (commission Attali), mais sans réduire les dettes publiques qui préparent l'avenir.

Deuxième solution :

Augmenter les prélèvements obligatoires pour redresser les comptes sociaux, rembourser la dette sociale, financer les déficits de la sécurité sociale, rétablir l'équilibre des échanges extérieurs.

Il faut prendre en compte :

★Le montant du capital emprunté (en-cours)

★Le taux d'intérêt nominal

★La durée du prêt

★La dette extérieure de la France

La position extérieure de la France, qui était en équilibre depuis une quinzaine d'années, s'est aggravée en 2008 pour atteindre 200 milliards d'euros (10, 5 % du PIB). La «contrainte extérieure» est le reflet des échanges déséquilibrés à l'échelle mondiale et au sein de l'Europe.

En regard du Pacte de stabilité et de croissance (PSC), la France a déposé en janvier 2010 près de la Commission européenne le «programme de stabilité 2010-2013» qui prévoit :

Déficit public	*Dette publique*
2010 - 8 % (PIB) ;	2010 - 83 % (PIB) ;
2011 - 6 % ;	2011 - 86 % ;
2012 - 4, 6 % ;	2012 - 87, 1 % ;
2013 - 3 %	2013 - 86, 6 %

Pour obtenir ce programme, il faut une croissance de 1, 4 % en 2010 et 2, 5 % pour 2011/12/13 et ramener dès 2013, le déficit à 3 % du PIB, la croissance des dépenses publiques 0, 6 % pour ces trois années et les dépenses publiques primaires à 0, 2 %.

Les dépenses de l'Etat (hors charges d'intérêts et dépenses de pensions) seraient gelées pour 3 ans. Les dépenses de l'Etat devaient diminuer de 10 %, 5 % dès 2011 (non-renouvellement d'1 fonctionnaire sur 2, réduction des dépenses de 5 Milliards d'euros sur 2 ans).

En 2010, la croissance fut d'environ 1, 4 %. En 2011, les prévisions sont à environ 1, 7 % au lieu de 2, 5 % et les prévisions pour 2012 sont encore moins bonnes. Les réductions des dépenses fiscales sont portées à 10 Md€ ; le déficit des finances sociales est estimé pour 2011 à 22, 8 Md€ (dont 11, 4 Md€ pour la maladie et 8, 6 % pour la vieillesse - réforme des retraites comprises).

Sortir de la crise,
en finir avec le capitalisme

La DICTATURE DU CAPITAL FINANCIER bloque la capacité de production et engendre un chômage massif. Cela provoque la colère des ouvriers, des travailleurs, de la petite bourgeoisie et même de certains éléments de la bourgeoisie. Ainsi se vérifie la fameuse parole de Mao comme quoi «les réactionnaires soulèvent des pierres pour se les laisser retomber sur les pieds».

Le capital financier, qui est omniprésent dans tous les secteurs de la production, est formé par la fusion du capital bancaire et du capital industriel, qu'il domine. Toute la production dépend des marchés financiers, c'est-à-dire de la spéculation boursière. Les banques en sont un des acteurs et en même temps y sont soumises. Les Etats eux-mêmes sont

des acteurs dans cette tragédie. Quand ils interviennent en tant que régulateurs, c'est pour sauver le système, quelque soit le type de gouvernement.

Les attaques spéculatives contre telle ou telle monnaie entrent dans le cadre de la lutte implacable, absolue, entre les monopoles, les multinationales au niveau international. Les actionnaires dominants à l'intérieur de ces monopoles n'ont pas de patrie ni d'humanité. Leur alliance conduit à des restructurations drastiques, restructurations qui entraînent chômage, misère, guerres, famines, morts prématurées de populations entières faute de soins adéquats. La logique du système conduit à la destruction des biens et des personnes ainsi que de leur environnement ; destruction relative en temps de paix ou plutôt de guerre larvée. La poursuite d'une telle politique ne peut mener qu'à un affrontement général pour la domination du monde, à une troisième guerre mondiale.

Dans l'Etat capitaliste, quelque soit la forme de gouvernement, la classe dominante, la bourgeoisie, exerce sa dictature. Pour ce faire, elle dispose d'un appareil d'Etat, présidentiel, gouvernemental, législatif, judiciaire, policier, militaire, médiatique, idéologique et culturel. Tout cet appareil est plus ou moins coercitif suivant la conjoncture économique et politique du moment. Il agit dans le cadre de la politique mondiale du capital multinational et de la guerre économique de tous contre tous et de la nécessité pour la bourgeoisie d'user de tous les moyens dont elle dispose pour maintenir sa dictature de classe, pour continuer à extraire le taux et la masse de plus-value les plus élevés possibles sur le dos du prolétariat et des couches populaires.

L'Etat sert les monopoles. Quand les politiciens interviennent pour sauver le système financier, c'est pour sauver la dictature de la classe dominante dont ils sont les représentants. Les politiciens qui ne veulent que changer de gouvernement pour «améliorer» le système, «l'humaniser», ne sont que des bonimenteurs de foire qui veulent vendre leur camelote et conserver leur profit ou leur place dans l'appareil d'Etat et jouir des privilèges qu'ils reçoivent pour leur collaboration.

Ils sont tous sur les rangs pour la domination du monde. La soif inextinguible de profit conduit les monopoles à se manger les uns les autres pour être compétitifs. L'entente entre les Etats, les monopoles et multinationales capitalistes est relative tandis que leur concurrence est absolue. La concurrence pour s'accaparer les richesses des pays opprimés s'exacerbe ; les monopoles des pays émergents prennent part au festin ; la lutte est acharnée pour dépecer les victimes, les peuples du monde. Cette politique ne peut que conduire à une nouvelle guerre de repartage, une guerre mondiale interimpérialiste. Pour l'heure, l'imbrication des économies, par le moyen de prise de participation, l'achat de parts de dettes souveraines par les Etats, et différentes autres manipulations monétaires comme la surévaluation d'une monnaie dont l'objectif est une meilleure rentabilité à l'export, est favorable aux pays comme la Chine, à cause du coût réduit de leurs produits (permis grâce au bas niveau des salaires et des prestations sociales). Il va de soi que la faillite des Etats dont elle détient une partie de la dette souveraine mettrait en péril sa propre économie. Cette situation est grosse de conflits externes et de révoltes sociales.



Mais l'anarchie de la production permet de moins en moins aux capitalistes de maîtriser le chaos qu'elle engendre. Aussi doivent-ils renforcer l'encadrement de la classe ouvrière et des couches populaires, rôle dévolu aux «partenaires sociaux», limitant la contestation dans le respect et les limites du droit bourgeois qui ne cesse de se renforcer et de se durcir. Les médias, en particulier les émissions économiques et politiques, sont chargées de limiter les controverses et polémiques dans le cadre de la recherche d'une solution au sein du système. Cet encadrement n'est pas sûr, pas plus que celui des partis réformistes de gauche qui incluent aujourd'hui les anciens partis communistes réduits numériquement, liquidés sur le plan politique et idéologique et dont les programmes ne sont plus que des aménagements du système -d'ailleurs irréalisables dans cette crise, dans les ultimes soubresauts du capitalisme moribond.

Il suffit d'examiner le panel des différents gouvernement de la zone euro ou de l'UE des 27 pour avoir l'arc en ciel des partis politiques de droite ou de gauche qui dirigent l'Etat bourgeois, en respectent les règles, gouvernent en alliance ou en alternance. Ex : l'Espagne ou la Grèce dirigées par la gauche, la France, l'Italie et l'Allemagne par la droite. Ce ne sont pas ces alliances, ces alternances que craignent les capitalistes, mais la colère, la révolte des masses qui risquent de faire écrouler leur système et conduire à la révolution dans un pays, plusieurs pays et dans le monde entier, balayant entièrement le système capitaliste et ses conséquences.

Où il y a oppression et exploitation accrue, la contestation et la révolte s'exprime ou couve sous la braise.

Les révoltes sont un premier pas des masses pour leur émancipation, mais montrent leurs limitations. Les classes dirigeantes n'ont pas renoncé au pouvoir. Les masses ont renversé les dictateurs mais en l'absence de direction révolutionnaire jusqu'au bout, les anciens partis réactionnaires se sont réorganisés sous d'autres noms, des forces rétrogrades et des partis réformistes de tous poils se sont réorganisés, ont proliférés. Mais aucun des problèmes fondamentaux, concrets, des masses -travail, logement, santé- n'ont été résolus et ne seront pas résolus, car les classes dirigeantes, dominantes et leur appuis impérialistes sont toujours les maîtres du jeu. La crise s'approfondit et ne saurait être vaincue par le changement d'équipe gouvernementale, quelque soit l'idéologie sous laquelle se dissimule les exploiteurs. Seule la révolution des prolétaires et des masses populaires organisés peut résoudre ici et ailleurs la crise du capital pourrissant et agonisant. ★

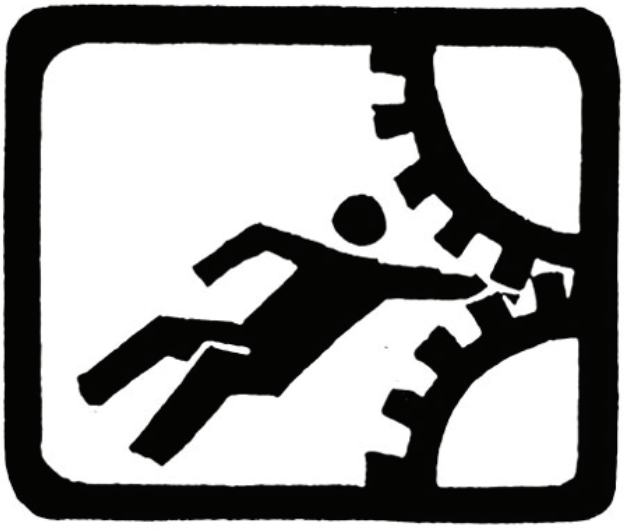
La souffrance au travail

Le choix des mots n'a rien d'innocent. Quand les ouvriers deviennent «la masse salariale» ou «une variable d'ajustement», les restructurations sont dénommées «plans sociaux» etc., il ne faut pas s'étonner que le personnel d'une entreprise à tous les échelons devienne : «ressources humaines». Et voilà que «les ressources humaines» se dérobent à leur tâche de ressources et protestent de leur humanité en refusant d'être des machines. Et «les ressources humaines» se suicident devant leurs machines, devant leur ordinateur, dans leur atelier, à l'école Comme pour lancer une ultime et désespérée protestation.

Le Conseil Economique et Social a révélé qu'il y avait un suicide par jour lié au stress professionnel. Actuellement, on assiste à la multiplication de ces suicides : France-télécom, Renault, EDF, PSA, Education nationale et même plus étonnamment peut-être, l'ONF (Office National des Forêts). Ces suicides se déroulent généralement sur les lieux de travail ou sont accompagnés d'une lettre explicite afin de dénoncer clairement la cause de ce qu'il est convenu de nommer passage à l'acte. C'est la même partout : le stress lié au travail devenu insupportable. Tous les postes sont concernés, les cadres supérieurs (souvent) mais aussi les autres salariés à tous les niveaux. Sont dénoncées les restructurations, les nouvelles méthodes de management, les cadences, les hausses de productivité illimitées, la pression continue, les rétrogradations, le manque de reconnaissance, l'isolement dû à l'individuation des carrières, la précarité, la peur de perdre son emploi et de venir gonfler la masse des chômeurs qui ne sont pas eux non plus épargnés par ce suicide de protestation. Parmi ces multiples causes, on a recensé des méthodes aussi perverses que «l'open space» ou SBF (Sans Bureau Fixe) : c'est dire que l'employé de bureau n'a plus de bureau ! On est allé aussi loin que possible dans la dépersonnalisation du travail et de son lieu vraisemblablement à la fois pour rentabiliser le prix de l'espace mais aussi pour rendre les solidarités inter salariés plus difficiles. A cet égard, une des inventions les plus perverses est une technique d'évaluation dit à 360° : auto évaluation, évaluation du supérieur hiérarchique immédiat, évaluation par ses collatéraux et ses collaborateurs (un nombre qui peut aller jusqu'à 10 personnes).

Prise dans l'étau de ces multiples pressions, la solidarité entre «collègues» va parfois s'effilochant pour le plus grand plaisir et profit du MEDEF.

Mais les choses ont pris de telles proportions que les juges ont été appelés à la rescousse et priés de trancher : ces suicides sont-ils des accidents du travail ? La Caisse primaire de sécurité sociale avait estimé que la tentative de suicide d'un salarié à son domicile en arrêt maladie pour



syndrome anxiolytique pouvait se qualifier comme accident du travail, ce qu'avait contesté l'employeur. La cour de cassation, consultée en dernier recours a statué en faveur du salarié en confirmant la décision de la caisse. Elle a statué que le suicide est survenu «par le fait du travail» et que la responsabilité de l'employeur est engagée parce qu'il a «commis une faute inexcusable».

Certes, il s'agit d'une victoire qui va faire réfléchir certains employeurs. Mais comme la cause profonde du mal s'enracine dans le capitalisme lui-même, sa nature prédatrice, sa volonté de faire le profit maximum en un temps minimum et en particulier aujourd'hui la concurrence exacerbée entre capitalistes sur la planète entière, ce n'est pas l'institution judiciaire qui pourra mettre fin à cet immense gâchis. L'exemple de la sidérurgie montre que ce n'est pas le seul secteur tertiaire qui est touché et indique aussi les limites des procédures judiciaires.

Rappelons-nous la liquidation de la sidérurgie en France. Et l'arrivée d'Arcelor Mital. C'est la sous-traitance au pouvoir. Des intérimaires par milliers qui espèrent un CDI et sont prêts à tout accepter pour l'obtenir : les heures supplémentaires qui s'accumulent sans repos compensatoire, la nécessité d'être disponible en permanence puisque : «il y en 3 millions qui attendent à la porte». Les heures supplémentaires qui n'apparaissent pas sur fiches de salaires et sont payées sous forme de primes inventées pour l'occasion. C'est une dissimulation du surtravail : comment dans ce cas prouver aux tribunaux que le travailleur est mort par exemple d'une crise cardiaque pour avoir travaillé sans répit ?

Et rappelons que les accidents du travail se multiplient presque impunément. Et aussi que les maladies professionnelles sont considérées comme un fléau par l'entreprise : à eux seuls par exemple les TMS (Troubles Musculo-Squelettiques) sont la cause de la perte de 9 millions de journées de travail. L'INVS (Institut de veille sanitaire) surveille cette épidémie. En Europe plus de 40 millions d'actifs souffrent de TMS attribuables à leur travail. Les causes ont été identifiées : gestes répétitifs, positions pénibles, maniement de charges lourdes, matériels de manutention inadaptés, maniement trop prolongé de la souris d'ordinateur, monotonie du travail, insuffisance des temps de récupération, etc.

Que conclure ? Sinon qu'il n'y a de salut pour le travailleur que dans la destruction du système qui le tue à petit feu ou à plus ou moins grande vitesse. ★

A LIRE

★ *Travailler à armes égales* de Marie Pezé, Rachel Saada et Nicolas Sandret

★ *Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés* de Marie Pezé

21 octobre 1961, 50 après, c'est toujours un crime d'Etat non reconnu

Deux films montrent cette France qui, le 21 octobre 1961, a commis un véritable un crime d'Etat qu'elle se refuse à reconnaître jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit de «Octobre à Paris» de Jacques Panigel et «Ici on noie des Algériens» de Yasmina Adi.

Le 17 octobre 1961, en plein Paris, et en pleine guerre d'Algérie, des centaines de manifestants algériens succombaient sous les coups de la police française, étaient noyés dans la Seine ou expulsés. Le préfet de Paris s'appelait Maurice Papon, le ministre de l'Intérieur Roger Frey et le chef de l'Etat Charles de Gaulle. En cette année 1961, la France n'en pouvait plus d'envoyer ses fils des classes populaires en Algérie : plus de deux millions d'entre eux sont allés faire en Algérie leur service national obligatoire. Là-bas se déroulaient «des événements» qu'il ne convenait pas alors de nommer guerre. Les ordres du massacre d'octobre venaient du plus haut niveau et ce fut bien un crime d'Etat.

«Octobre à Paris» a été tourné clandestinement, d'octobre 1961 à Février 1962, du quartier de la Goutte d'Or aux bidonvilles de Gennevilliers et Nanterre : c'est un document exceptionnel sur le sort que la France réservait à ses Algériens. Les témoignages sont crus, les visages marqués par les coups. C'est un document si accablant pour le pouvoir que le film fut interdit jusqu'en 1973 et restait jusqu'à ce jour anniversaire (50 ans plus tard) inédit en salles !

Avec «Ici on noie des Algériens», Yasmina Adi nous propose le fruit d'une longue enquête : elle a rassemblé des témoins, consulté les rapports officiels et même des archives inédites (celles de la brigade fluviale ont «malencontreusement» disparu). Ce qui fut une effroyable ratonnade est reconstitué dans toute son horreur.

Mais il ne suffit pas de voir et de s'affliger. Il faut exiger la reconnaissance de ce crime d'Etat par l'Etat français. Et il convient aussi d'exposer pour l'histoire les circonstances exactes de ce crime d'octobre 1961.

Nous sommes dans les dix derniers mois conduisant à l'indépendance. Et trois massacres ont lieu : deux à Paris, le 17 octobre 1961 et le 8 février 1962 (métro Charonne), un à Alger le 26 mars 1962. Pour celui d'octobre, jetons un coup d'œil rétroactif sur la presse d'alors : «L'Aurore» parle d'une «masse hurlante et menaçante», «ayant pris le métro comme on prend le maquis» selon Paris-Presse, narguant les autorités publiques. Il est vrai que la manifestation n'était pas autorisée. Elle était une protestation contre le couvre-feu qui frappait une partie de Français, basanés, ouvriers qui souvent faisaient les trois/huit dans les ateliers de Billancourt ou d'ailleurs. Mais y-a-t-il eu un soulèvement au coeur même de la capitale française ? La guerre d'Algérie approchait de sa fin. Le putsch des généraux favorables à l'Algérie française avait été liquidé. Le gouvernement voulait relancer des négociations avec le FLN interrompues le 16 juin à Evian. Les belligérants ne voulaient pas apparaître en position de faiblesse à ce moment précis : l'OAS développait une stratégie de terrorisme en Algérie et en France, les rues principales d'Alger se remplissent de dizaines de milliers d'Algériens favorables à une rupture avec la France. En France, la Fédération du FLN encadrait 350 000 Algériens (dont 130 000 cotisants au Front) et elle livrait bataille contre les messalistes, et aussi contre les multiples contrôles de la police française et surtout les assauts des harkis chargés d'infiltrer puis de démanteler les structures du FLN. En trois ans, 42 policiers furent tués, des abris en béton construits, des sacs de sables entassés devant chaque commissariat de Paris. Le 5 octobre 1961, Papon déclare un couvre-feu qui ne dit pas son nom pour une certaine catégorie de citoyens français. Le 21 octobre, le FLN décide une manifestation de protestation qu'il veut pacifique.

Des témoins ont décrit un défilé sans banderoles ni slogans «mais une sorte de fort murmure accompagné de battements de mains». Un défilé d'une trentaine de milliers d'Algériens qui sortaient des métros en provenance des banlieues et qui se dirigeait vers des endroits publics comme la Concorde, les Champs Elysées, les grands boulevards. Il était encadré par des militants du FLN. La consigne a été respectée : pas d'armes.

200 morts, 400 disparus, des milliers d'arrestations et d'expulsions vers l'Algérie.

Dans la revue «Les Temps Modernes» Sartre résume ainsi : «Ces hommes désarmés furent massacrés, laissés agonisants dans les ruisseaux, achevés dans les centres de tri. Pogrom : le mot, jusqu'ici ne se traduisait pas en français. Par la grâce du préfet Papon, sous la cinquième république, cette lacune a été comblée.» A l'Assemblée Nationale, quelques courageux ont protesté contre le racisme institutionnalisé : «Faudra-t-il donc avoir prochainement, car c'est la pente fatale, la honte du croissant jaune après avoir connu celle de l'étoile jaune ?».

Le général de Gaulle au pouvoir qui cherchait une sortie rapide de cette guerre n'a rien dit et laissé ses ministres et préfets gérer «les basses péripéties».

Rappelons bien les circonstances d'une autre tragédie qui s'est déroulée quelques mois plus tard, toujours à Paris. L'Algérie et la France sont secouées par la vague de terrorisme déclenchée par l'OAS. A l'appel des syndicats CGT, CFTC, FEN, l'UNEF, et des partis PCF, PSU, Jeunesses Socialistes, le 8 février 1962, cinq cortèges se forment en direction de la place de la Bastille. Ils se heurtent à un imposant dispositif policier. Le ministre de l'intérieur avait rappelé le matin même que toutes les manifestations étaient interdites sur la voie publique. On connaît la fin : métro Charonne, huit morts. On a entendu De Gaulle le 15 février 1962 faire allusion à «ces incidents» d'une importance «relative», et Papon parler d' «émeutiers manipulés par le Parti Communiste qui ont agressé le service d'ordre». Le «dossier Charonne» sera classé par un non-lieu le 1er Octobre 1966. Et les accords mettant fin à la «guerre sans nom» seront conclus enfin en 1962. ★

La Courneuve, à propos de la ligne de masses

La lutte pour le logement des expulsés de La Courneuve est, comme toute lutte, une lutte complexe.

Rappelons les faits. En Juillet 2010, l'OPHLM a demandé l'expulsion de la Barre Balzac, vouée à la destruction. Les locataires en titre sont relogés, les occupants sans titre mais payant un «droit d'occupation» sont chassés manu militari par la police et éparpillés par le préfet dans des chaînes d'hôtels à la charge de l'Etat, ce qui coûte dans les 1500 € mensuel pour un studio. Ainsi, l'Etat, au lieu de construire des HLM ou de réquisitionner les logements vides (2, 1 millions en France – 50 000 dans le 93), paie une fortune aux marchands de sommeil ou aux chaines hôtelières pour un studio au prix duquel il pourrait loger deux personnes dans un F5 chacune. Voilà la politique aberrante du logement. Cette politique se cache derrière le droit à la propriété privée, pas celle de la propriété acquise par le travail de toute une vie, acquise au prix de sacrifices, mais à la propriété foncière des institutionnels, des grands groupes immobiliers, des agents immobiliers, des groupes du BTP, des institutions, des propriétaires fonciers (Etat, armée, administrations, collectivités) qui détiennent immeubles et terrains.

Fin Avril 2011, la préfecture arrête le contrat passé avec les chaines hôtelières. Les expulsés de La Courneuve se retrouvent à la rue.

Les expulsés décident de revenir à La Courneuve d'où ils ont été expulsés par l'OPHLM avec l'approbation de la Mairie. Ils occupent la place de la Fraternité pour faire valoir leur droit à un logement ou une solution provisoire pour ne pas dormir dehors. La municipalité, dirigée par la gauche, refuse tout dialogue et toute aide (ni fourniture du minimum, comme eau, aliments, couvertures, lait pour les enfants, sanitaires et douches).

La Commune de la Courneuve va engager une procédure d'expulsion, menant une propagande de dénigrement des familles pour gagner la population, relayée par Plaine Commune regroupant 8 communes (4 PC, 2 PS, 1 Verts et 1 droite). Dans un premier temps ils seront déboutés de leurs demandes, la Plaine Commune devant même verser 100 euros à chaque défendeur pour procédure abusive.

La municipalité de la Courneuve va faire appel de la première décision et demander l'appui de la section CGT du centre de Santé qui se plaint du manque d'hygiène des expulsés alors que ces derniers font le maximum dans les conditions insoutenables dans lesquelles ils vivent. La section CGT va reprendre les calomnies de la municipalité dont l'avocate de la municipalité va se servir comme argument pour faire expulser les familles. Finalement, les familles ont été expulsées manu militari par 150 policiers et gendarmes en présence des représentants de la préfecture et de la municipalité de «gauche» le 7 novembre dernier.



La question du soutien dans la lutte

Une lutte quelle qu'elle soit ne doit pas rester isolée. Dans toute lutte, il y a ceux qui sont directement concernés et qui en dernier ressort décident de leur actions, de leurs tactiques, de leurs besoins, de leurs revendications, bref qui dirigent leurs luttes. Pour autant, ils font appel à un large soutien pour faire connaître leur lutte (affiches, tirages et diffusions de tracts, etc.), pour une aide matériel en nourritures, médicaments, tentes, couvertures, duvets. Ils cherchent donc l'appui des associations, des partis et organisations, des syndicats.

Les expulsés de La Courneuve ont cherché le soutien le plus large possible. En tout premier lieu, le soutien du DAL qui lutte depuis 20 ans pour le droit au logement pour tous et a un rayonnement national. Le DAL soutient les occupations légitimes, fournit une aide juridique, constitue les dossiers.

Dès l'expulsion des familles de leurs chambres d'hôtel en avril 2011, la Cause du Peuple a apporté son soutien. Les premiers articles ont été publiés dans le journal, articles rédigés d'après les informations fournies par les expulsés et contrôlés par eux. Un Comité de soutien et de lutte de la Cause du Peuple 93 s'est formé pour organiser la mise en place en urgence du campement et pour mener à bien l'agitation et la propagande. Peu après, s'est formé un Comité de Soutien élargi regroupant diverses associations et organisations.

Des réunions régulières regroupaient ensemble les délégués, les familles et le Comité de soutien. Une discussion s'engageait sur les besoins, la stratégie de la lutte et les tactiques à adopter, l'organisation de la diffusion de tract, les liens avec d'autres luttes sur le logement et les sans-papiers. Les soutiens faisaient des propositions, des suggestions, les délégués et les familles également, puis les délégués réunissaient les familles, en discutaient et décidaient de la marche à suivre.

Pour maintenir et renforcer la cohésion du soutien, il avait été décidé que toute initiative du comité de soutien était soumise à l'approbation des familles et qu'une fois la décision prise, le Comité de soutien s'y conforterait. Ce qui n'excluait aucunement la possibilité pour les partis, organisations,

associations d'apporter leur soutien spécifique, leurs compétences, de s'occuper d'un aspect particulier (aide humanitaire, soutien logistique, juridique, contact avec les médias, communiqués sur les réseaux, analyses dans leur presse, initiatives diverses). Toute cette démarche ayant pour but de respecter les décisions prises en commun sous la direction des familles concernées mais en laissant la liberté à chaque organisation, d'apporter son concours spécifique et de respecter la libre expression de chaque formation à la condition qu'elle ne soit pas dirigée contre la lutte, qu'elle renforce l'unité du soutien, son élargissement.

La question de l'élargissement du soutien

Il n'y a pas d'unité sans lutte pour renforcer cette unité. Comme on dit l'Union fait la force.

La première chose est de s'adresser à son rayon action, de faire connaître la lutte dans l'environnement immédiat, c'est-à-dire dans la Cité jouxtant le campement des familles expulsées. Au début et à l'initiative du Comité de soutien et de lutte de la Cause du Peuple 93, des tracts ont été diffusés, des affiches collées et des collectes ont été organisées auprès de la population qui a soutenu généreusement malgré ses propres difficultés, ce qui prouve que le meilleur soutien vient du peuple, car il part du cœur. Comme on dit «la solidarité est une arme». Cette première démarche a été relayée par la comité de soutien unitaire.

Elargir la résistance

Cela a toujours été notre mot d'ordre. C'est pourquoi la Cause du Peuple a pris l'initiative de se rapprocher de la lutte des Sorins de Montreuil qui occupaient une usine désaffectée pour leur faire connaître la lutte des expulsés de la Courneuve et en même temps de faire connaître leur propre lutte. Cela était d'autant plus facile à réaliser que le DAL était engagé dans la lutte avec les Sorins et ceux de la Courneuve. En même temps, la Cause du Peuple entrait en contact avec les jeunes squatteurs de «Los Angeles» qui ensemble avec les Sorins se soutenaient réciproquement brisant la prétendue barrière «ethnique» que d'autres voudraient ériger pour diviser les travailleurs ou par aveuglement sectaire, préjugés ou racisme. Comme on dit «français immigrés, même combat» !

Nous avons également pris contact avec le foyer d'Epinay et leur soutien du COPAF qui s'occupe principalement des foyers depuis des années et aussi d'autres soutiens. Nous avons aidé au resserrement des liens entre ceux de la Courneuve, des Sorins, du foyer d'Epinay et tous ceux que nous pouvions.

Les difficultés et contradictions dans la lutte

Les difficultés ont commencé quand une association a voulu se différencier – ce qui est son droit, comme l'avait défini le Comité de lutte et les familles.

Nous l'avions accepté dans le comité de soutien, mais cette association n'a pas respecté la démarche unitaire, ce qui a brisé l'unité d'action, empêché une stratégie d'élargissement de la lutte, un renforcement et un élargissement du soutien. Il s'agit d'examiner sur quoi porte les divergences, quelles en sont les racines, quelles entraves cela porte à la lutte.

La divergence

Les associations, partis et organisations qui sont dans le comité de soutien, au-delà de leurs différences d'approche de la lutte et de leur mode d'action, ont ceci en commun qu'elles reconnaissent en employant différentes formulations la lutte de classe, en l'occurrence la lutte contre le système qui refuse un logement décent à chaque travailleur et leur famille de ce pays en leur opposant le droit de propriété en face de celui d'être logé. Ces partis, organisations, associations ne mettent pas les différences comme aspect principal dans la lutte.

En revanche, cette association, sous prétexte que les expulsés de la Courneuve sont africains et qu'ils subissent de la part d'une partie de la population, mais surtout du pouvoir politique, une politique de discrimination, du racisme, tente de les éloigner du soutien le plus large. Non seulement les éloigner du soutien du comité de soutien, mais aussi de l'élargissement de la lutte à toutes les formes de lutte pour le logement quelle que soit la nationalité concernée, bref au renforcement de l'unité sur la question du logement.

Il va de soi qu'isoler les africains, c'est les rejeter dans le ghetto où les maintiennent ceux qui ont tout intérêt à les isoler ; c'est faire le jeu des racistes ; c'est renforcer les préjugés xénophobes de gens trompés par la propagande des fascistes de tous bords ; c'est s'opposer à la lutte de classes unitaire des ouvriers et des travailleurs de ce pays, quelle que soit leur origine, contre l'ennemi commun ; c'est donner arguments et prétextes au Front National pour justifier son slogan «les Français d'abord». Cette politique conduit à l'isolement de chaque communauté face au même ennemi et rentre exactement dans la politique de «diviser pour mieux régner» pratiquée par la classe dirigeante - celle du gouvernement, mais aussi celle des réformistes qui tiennent les rênes des municipalités et qui partent du point de vue gestionnaire limité qu'ils ne peuvent pas prendre en considération les demandes légitimes de travailleurs sans-abri sous prétexte que les contraintes économiques ne leur permettent pas de répondre à des situations d'urgence et que les listes de demande de logements sont longues.

Toute politique qui conduit à diviser les travailleurs en diverses catégories sous quelque prétexte que ce soit renforce la situation de l'ennemi. Elle doit être combattue pour renforcer l'unité.

Nous autres à la Cause du Peuple, nous combattons le racisme sous toutes ces formes, que celui-ci soit dirigés contre les arabes, les africains, les asiatiques, ou contre la liberté de croyance. Nous sommes contre tout type de discrimination. Pour cela nous ne cesserons de combattre toute politique visant à cloisonner les luttes et de ce fait les isoler. Pour autant, nous reconnaissons les démarches spécifiques pour lutter contre tel ou tel aspect discriminatoire, mais à la condition que cela n'entrave pas la démarche unitaire, n'isole pas les discriminés. ★

EN +

Les photos et la vidéo de l'expulsion de la Courneuve peuvent être consultées sur le blog de **la Cause du Peuple** :
★ lacausedupeuple.blogspot.com

Résolution commune sur le meeting des révoltes arabes

Le meeting international «De la révolte des pays arabes à la révolution de nouvelle démocratie vers le socialisme et le communisme», convoqué par le Parti Communiste maoïste d'Italie et le Parti Communiste maoïste de France, a été un succès avec la participation et interventions des partis, organisations et camarades d'Italie, de France (PCmF, Coup pour Coup, Voie Prolétarienne, Comité Anti-impérialiste, Collectif Georges Ibrahim Abdallah), Maroc, Tunisie, Philippines, Indonésie, Turquie, Canada, Angleterre, Pays-Bas ; avec des messages du Népal, Galice (Etat espagnol), Palestine, Autriche ; et avec le soutien du Pérou et de Turquie.

Le meeting a commencé par une introduction présentant le caractère du travail et du débat militant, de l'unité internationaliste et du meeting lui-même. Le document commun envoyé pour le meeting par les deux organisations maoïstes tunisiennes a ensuite été lu, suivi de la longue intervention des camarades du Maroc. Puis ont suivi les déclarations du Parti Communiste maoïste de France et du Parti Communiste maoïste - Italie.

Après ces interventions, le débat s'est ouvert avec les interventions des camarades de «Coup pour Coup» de Toulouse, du Comité Anti Impérialiste, du camarade du Maroc sur la situation particulière des prisonniers politiques maoïstes au Maroc, puis a été lu le texte d'avril 2011 de Georges Ibrahim Abdallah.

Puis a suivi l'intervention du Parti Communiste des Philippines.

Une autre phase du débat s'est alors ouverte, au cours de laquelle sont intervenus des camarades d'Indonésie, de France, d'un camarade se référant à la «nouvelle synthèse» de Bob Avakian, sur la question de l'influence de l'Islam au sein des masses et comment traiter cette contradiction d'un point de vue marxiste-léniniste-maoïste, dans le monde arabe et les autres pays du monde, et comment affronter la question des forces intégristes islamistes.

Tous les camarades qui sont intervenus et qui étaient présents ont soutenu que l'on doit respecter les sentiments religieux des masses, construire les partis communistes sur la base solide du matérialisme dialectique et combattre les forces intégristes islamistes comme des réactionnaires s'opposant à la libération des peuples.

Après cet intéressant débat, au nom des organisateurs, le PCm Italie a exposé les résolutions, initiatives et propositions que le meeting lance et propose.

Avant tout, il a été annoncé que toutes les interventions, documents et messages seront publiés en français et dans toutes les langues possibles dans un numéro spécial de la revue «Maoist Road» au cours de cette année afin de permettre à toutes les forces présentes et à tout le mouvement communiste de prendre connaissance des analyses, discussions, positions et traitements des problèmes et ainsi pouvoir poursuivre dans toutes les formes possibles ce débat militant, dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien et avec la méthode d'unité-lutte-unité.

Puis ont été annoncées les trois grandes initiatives :

1. Une journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques maoïstes du Maroc, à développer dans le plus grande nombre de pays du monde, sous toutes les formes possibles.

2. Un appel pour un meeting maoïste en Tunisie pour le printemps de 2012 auquel pourront participer des délégués provenant de divers pays.

3. Une déclaration de soutien, à diffuser parmi les masses prolétariennes des pays impérialistes et dans tous les pays possibles, en soutien aux luttes ouvrières en Egypte et aux syndicats indépendants qui les organisent et les guident, contre le nouveau régime militaire-islamique qui veut les étouffer et interdire le droit de grève.

Ces propositions ont été approuvées par le meeting, qui s'est terminé par le chant de l'Internationale et en lançant les mots d'ordre suivant :

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !

Vive l'internationalisme prolétarien !

Vive la révolte des masses arabes !

Pour la révolution de Nouvelle Démocratie, le socialisme et le communisme !

PCm - Italie et PCm de France - le 16.10.11

Expulsion des résidents du Foyer-taudis d'Epinay

Jeudi 27 novembre dernier, les résidents algériens du Foyer-Taudis d'Epinay ont été expulsés. Vers 6 heures du matin, environ une cinquantaine de CRS, soit 7 fourgons postés devant l'entrée, ont débarqués dans les chambres et réveillés les résidents, coup de pied dans les portes et cris… Les plus jeunes ont insisté pour réveiller calmement les anciens mais les flics ne firent pas, une fois encore, d'état d'âme.

Pour visualiser la scène : Un bâtiment encerclé de CRS, un devant chaque porte de chambre, pressant les résidents, pas que verbalement, de sortir dehors. «On aurait dit la guerre !» nous explique un des expulsés. Une dizaine de résidents, sans doute sans-papiers ont été arrêtés et sont probablement au commissariat de Saint Denis. «Ils ne nous ont même pas laissé expliquer aux anciens, qui ne parlent pas français, ce qui se passe. Ils leur parlaient et ne nous laisser pas traduire !». Ils n'ont quasiment rien pu récupérer de leurs affaires personnelles et les photos leur étaient interdites.

Une fois mis à la rue, avec l'aide des maîtres chiens, un barrage de robocops interdisait l'entrée, même aux plus anciens et aux malades. D'ailleurs, certains résidents sont en ce moment à l'hôpital, comment vont-ils faire ? «Vos affaires seront dans un box à Stains,» selon la flic, puis on voit arriver un énorme camion-benne qui passe le barrage des flics vers le foyer…

L'AFTAM a quand même pris soin de ramasser les loyers la veille, bien que les quittances ne soient plus délivrées depuis quelques mois. Mais aucun courrier n'a été envoyé pour les prévenir de cette matinée.

«C'est catastrophique, on se croirait le 17 octobre 1961,» dixit un résident écoeuré. Rappelons quand même que les résidents de ce foyer-taudis sont là depuis des années (45 ans pour certains) et qu'ils ont travaillé dans les métiers les plus difficiles (bâtiment, nettoiement, etc.). Voir notre blog pour plus d'infos. ★

Soutien à la guerre populaire en Inde !

Nous relayons ici l'appel du Comité International de Soutien à la guerre populaire en Inde. Pour en savoir plus, nous renvoyons nos lecteurs vers le Comité de Soutien à la Révolution en Inde.

Le Comité International de soutien à la guerre populaire en Inde - né à partir de l'appel du meeting de Janvier 2010 à Paris et qui a recueilli l'adhésion des camarades de différents pays, a démontré, avec la semaine de mobilisation du 2 à 9 avril, sa portée internationale et sa fonction de promotion, d'information et de prise de position en soutien de la guerre populaire en Inde, dans le contexte plus général de la situation de la lutte de classe, de l'impérialisme et de la lutte des prolétaires et des peuples opprimés - a décidé, dans le cadre de la campagne prolongée, traitant avec les contradictions dans les différents pays, de lancer une nouvelle semaine internationale d'action du 14 au 22 Janvier 2012 avec les mots d'ordre :

"La répression du gouvernement indien et de l'impérialisme n'arrête pas mais, au contraire, alimente la guerre populaire"

"Que le vent de la guerre populaire en Inde arrive aux masses prolétariennes dans tous les coins du monde"

La campagne ouvre la phase qui nous emmènera à la conférence internationale prévue pour l'été 2012.

La campagne comprend des initiatives et des réunions dans les différents pays pour recueillir l'adhésion à la Conférence internationale et organiser la participation.

Le Comité invite l'Icawpi et tous les comités de solidarité avec la guerre populaire et la révolution indienne à organiser cette activité ensemble.

L'adhésion au niveau international et dans chacun des pays est ouverte à toutes les organisations, les partis politiques, les comités qui décident de participer, individuellement ou en tant que groupe ou cartel d'organisations.

Le Comité appelle tous les blogs et les sites qui contribuent beaucoup à la connaissance de la guerre populaire en Inde, à dénoncer et lutter contre l'opération Green Hunt, à diffuser les documents du PCI(maoïste) et à jouer un rôle important dans la réalisation de la campagne et dans le succès de la Conférence internationale de 2012.

Le Comité, en s'appuyant sur les leçons tirées de la campagne précédente du 2 au 9 avril, s'adresse principalement au prolétariat et aux masses populaires pour une participation massive aux initiatives.

Le Comité invite toutes les forces qui s'associent à considérer que le soutien à la GP en Inde c'est la donnée qui unit et mobilise.

Le Comité, en particulier dans les pays impérialistes, va se mobiliser dans la campagne dans la lutte contre les multinationales indiennes qui s'élargissent même dans les pays impérialistes.

Le Comité réitère qu'il soutient en forme de solidarité toutes les guerres populaire et les luttes anti-impérialistes qui se développent dans d'autres pays du monde, en les considérant toutes importantes et cruciales dans la lutte contre l'impérialisme.

Le Comité portera la campagne de soutien, la propagande et l'invitation à participer à la Conférence internationale dans toutes les manifestations anti-impérialistes, contre les sommets politiques et économiques de l'impérialisme, contre la guerre impérialiste.

Comité International de Soutien à la guerre populaire en Inde

Octobre 2011 ★





DERNIÈRE MINUTE

Le Camarade Kishenji, un des dirigeants du Parti Communiste d'Inde - maoïste a été assassiné par les forces meurtrières de l'Etat indien.

Nous nous associons à l'ensemble du mouvement révolution d'Inde ainsi qu'aux partis et organisations internationales pour condamner ce meurtre et soutenir la semaine de protestation du 29 novembre au 5 décembre culminant par 2 jours de grève générale nationale.

EN SAVOIR +

★*La Guerre Populaire en Inde*, édité par le **PC maoïste de France** (à commander au journal ou dispo sur drapeaurouge.over-blog.com)

★*Ma Marche avec les Camarades*, Arundathi Roy, dispo en PDF sur le site du **Secours Rouge Belgique** (secoursrouge.org/Arundhati-Roy) ou en brochure (csrinde@yahoo.fr)

★**Comité de Soutien à la Révolution en Inde**

csrinde.wordpress.com
csrinde@yahoo.fr

Les petits paysans écrasés par les monopoles

Le lundi 28 novembre dernier, la loi sur les Certificats d'Obtention Végétale a été votée par l'Assemblée Nationale, signifiant une pression supplémentaire pour les petits producteurs.

Cette loi interdit aux paysans d'utiliser leurs propres semences issues des récoltes pour la majorité des espèces cultivées. De plus, les paysans n'apportant pas la preuve que leurs semences proviennent bien de l'industrie se verront taxés, au bénéfice de l'industrie et des vendeurs de semences. Auparavant, c'était le détenteur d'un titre de propriété industrielle qui devait amener la preuve d'une contrefaçon. La loi met en place un contrôle et des dispositions visant à interdire aux agriculteurs d'échanger leurs semences.

Dans le même temps, le moratoire sur le maïs génétiquement modifié de Monsanto a été levé sur une question de procédure alors qu'il n'y a eu aucune évaluation valable des risques que peut entraîner ce maïs insecticide et que la Cour de Justice de l'Union Européenne interdit la vente de tout miel contenant son pollen…

Ces mesures visent à rendre les paysans complétement dépendant des grands monopoles agroindustriels, qui risquent de privilégier les semences d'OGM qui rendent encore plus dépendant les paysans qui les achètent.

Au sujet des OGM, on peut prendre l'exemple frappant du nord de l'Inde. Les producteurs de coton y avaient acheté des semences d'OGM censées être plus résistantes. Mais une maladie a touché tous les plans de la même semence, ce qui a conduit à la ruine de milliers de paysans ainsi qu'à des milliers de suicide.

L'agriculture aujourd'hui est conçue pour le profit maximal des monopoles agroindustriels, pas pour l'autosuffisance alimentaire. Tant que le capitalisme existera, ça ne changera pas. Seul un système mettant au premier plan la satisfaction des besoins humains pourra mettre à son service l'agriculture. C'est dans cet objectif que nous parlons d'alliance ouvrier-paysan car ces deux classes sociales bénéficieront de la révolution socialiste (en excluant les gros propriétaires terriens et/ou de bêtes qui eux s'opposeront clairement à la révolution). ★

Occupation de l'ambassade du Liban pour Georges Ibrahim Abdallah

Dans le cadre de la Campagne internationale pour la libération du prisonnier politique libanais, Georges Ibrahim Abdallah, une occupation de la section consulaire de l'ambassade du Liban à Paris s'est déroulée pendant près d'une heure ce jeudi 24 novembre 2011.

Des militants ont déployé une banderole, dispersé des flyers et distribué des tracts, en scandant «Libérez Georges Abdallah !»

Rencontrant le consul, ils l'ont interpellé en dénonçant l'absence d'initiatives de l'ambassade concernant Georges Ibrahim Abdallah.

A l'acharnement des autorités françaises s'ajoute en effet l'abandon parles autorités libanaises de leur compatriote détenu en France depuis plusde 27 ans et libérable depuis 1999. Ça suffit !

A l'issue de cette action, le consul s'est une nouvelle fois engagé à suivre le dossier de Georges Abdallah.

La mobilisation se poursuivra avec détermination jusqu'à la libération de Georges Abdallah.

Le Collectif du 24 novembre ★



Occupation à Tours

A Tours, la mobilisation pour un logement et des papiers pour toutes et tous bat son plein. Après avoir occupé la fac des Tanneurs, les familles et les soutiens sont allés occuper successivement l'Institut du Travail Social puis la Bibliothèque Municipale.

contact :
mouvementdeslogements@gmail.com

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous**
(20€ = 1 an - ou plus pour soutenir).

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.